

Amérique du Sud

►►► Cent trente-sept personnes y ont perdu la vie et des milliers d'hectares ont été détruits. Ces feux constituent « la plus grande tragédie » au Chili depuis le séisme et tsunami de 2010 (magnitude de 8,8 ; plus de 500 morts), a estimé le président Gabriel Boric (gauche) au mois de février. Le bilan élevé s'explique par l'existence d'un secteur densément peuplée à proximité de forêts et zones végétales, voire se mélangeant à celles-ci, dans la région de Valparaíso. Ces zones végétales ont servi de combustibles et entravé le combat contre les flammes. L'origine du feu est criminelle, selon le parquet chilien, et trois suspects au total ont été arrêtés. Les « *méga-incendies* » se sont multipliés ces dernières années dans le pays (notamment en 2023 et 2017), sous l'effet combiné du dérèglement climatique, de forts vents, de hautes températures et du phénomène naturel El Niño.

UN PROJET POUR LÉGALISER L'IVG
Les Chiliens se sont par ailleurs rendus aux urnes les 26 et 27 octobre (vote obligatoire), pour le dernier grand rendez-vous électoral avant le scrutin présidentiel de 2025. Ils étaient appelés à désigner maires, gouverneurs régionaux et conseillers régionaux et municipaux. Un deuxième tour, le 24 novembre, devait désigner les gouverneurs dans 11 des 16 régions. Ces élections faisaient figure de test pour le camp de Gabriel Boric, élu en 2021 sur un programme comportant d'ambitieuses réformes sociales, largement édulcorées faute de majorité au Congrès.

La coalition présidentielle (de la gauche au centre gauche) a été chahutée, perdant au total trente-neuf municipalités. Le camp présidentiel a notamment cédé à la droite la très symbolique mairie de Santiago, jusqu'à détenue par la communiste Iraci Hassler. Cette mairie qui oscille historiquement entre la gauche et la droite tend à annoncer la couleur du parti remportant l'élection présidentielle suivante. Le scrutin consacre par ailleurs la consolidation de la droite traditionnelle (35 maires supplémentaires) et une avancée de l'extrême droite en demi-teinte. Le Parti républicain, fondé en 2019, obtient en effet huit municipalités, une première, mais n'effectue pas la percée à laquelle il prétendait.

La crise de l'insécurité a continué d'accaparer le débat public. Les homicides ont augmenté de 42,5 % en 2022, par rapport à 2018. Le gouvernement a mis en avant la légère inflexion de cette tendance, avec une diminution du nombre de victimes d'homicides de 6 % en 2023, sur

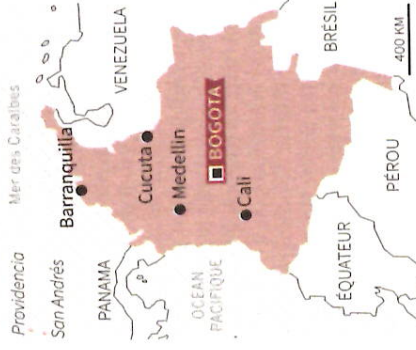
un an. Par ailleurs, les révélations de la tentaculaire affaire Hermosilla (du nom de l'avocat Luis Edgardo Hermosilla, en détention provisoire) ont entaché le monde de la justice, de la police et de la politique. Ce scandale de trafic d'influence et de corruption présumés, révélé en novembre 2023, met notamment l'ex-président de droite Sebastian Piñera (2010-2014 et 2018-2022), décedé en février dans un accident d'hélicoptère.

Sur le volet social, au mois de juin, Gabriel Boric a annoncé vouloir présenter un projet de loi afin de légaliser l'avortement (autorisé au Chili seulement en cas de viol, danger pour la vie de la femme enceinte ou non-viabilité du fœtus) et donner un caractère urgent à la discussion d'une loi, actuellement au Sénat, permettant aux personnes souffrant d'une maladie incurable de solliciter une euthanasie.

Selon les projections du Fonds monétaire international, le PIB devrait croître de 2,5 % en 2024, poussé par le secteur des mines de cuivre, après une légère contraction de 0,5 % en 2023. ■

FLORA GENOUX

COLOMBIE



CHEF DE L'ÉTAT Gustavo Petro
SUPERFICIE 1 139 000 km²
POPULATION (HAB.) 52,8 millions
PIB (MD \$) 417,2 **CROISSANCE** 1,6 %
CHÔMAGE 10,2 %
MONNAIE peso colombien (0,0002 €)
ÉMISSIONS DE CO₂ (T/HAB.) 2 (132*)

En octobre 2024, Cali a accueilli la XVI^e édition de la Conférence des parties sur la biodiversité (COP16). Les négociations internationales ont été globalement un échec. Mais, la COP16 a permis de rappeler que la Colombie est un des pays les plus « bio divers » et de positionner le sujet sur la scène intérieure.

La préoccupation pour l'avenir de la planète est d'autant plus vive que la Colombie a affronté cette année une forte sécheresse et des incendies inédits. Des coupures d'eau hebdomadaires ont touché Bogotà à partir du mois d'avril. En novembre, les autorités craignaient que le retour des pluies torrentielles ne suffise pas à remplir les barrages des montagnes avant l'arrivée d'une nouvelle saison sèche en janvier.

Au pouvoir depuis deux ans, le premier président de gauche de l'histoire du pays a pourtant mis la défense de l'environnement et la transition énergétique au cœur de son discours. Mais Gustavo Petro peine à faire bouger les choses sur le terrain. La Colombie reste le pays le plus dangereux au monde pour les défenseurs de l'environnement, selon le rapport de l'organisation Global Witness publié à la veille de la COP16. Selon l'organisation Indepaz, 148 leaders communautaires et défenseurs des droits humains ont été assassinés au cours des dix premiers mois de l'année.

Les négociations de paix engagées par le gouvernement pécino, que ce soit avec la guérilla de l'Armée de libération nationale (ELN), les mouvements armés qui se réclament de l'ancienne guérilla des FARC, démo-bilisée en 2016, ou les milices au service du narcotrafic. Tous ont étendu leur présence territoriale.

REPRISE DE LA DÉFORESTATION

La déforestation, qui avait cédé en 2023, est repartie à la hausse, sous la pression de l'élevage, de l'agro-industrie et des cultures de coca, l'ar buste dont on tire la cocaïne. Selon le rapport du bureau de l'ONU contre la drogue publié en septembre, ces dernières ont atteint 253 000 hectares en 2023 (+ 10 %), la production de cocaïne augmentant de 53 %, un record pour la troisième année d'affilée.

Décrié par M. Petro, le « *modèle extractiviste* » ne cède pas : le secteur de l'industrie extractive représente toujours plus de 50 % du total des exportations du pays. Le secteur des mines et des carrières capte à lui seul près de 20 % des investissements directs étrangers, celui du pétrole 15 %. La menace d'une pénurie de gaz en 2025 a intensifié les critiques des opérateurs du secteur et de l'opposition, qui reprochent au gouvernement de mettre en péril l'indépendance énergétique du pays et son développement futur.

Adoptée en juillet, la réforme des retraites a par ailleurs réduit le rôle des fonds privés. La réforme du système de santé et celle du code du travail n'ont pas encore été votées par

le Sénat. La politique de redistribution des terres reste très en deçà des ambitions du gouvernement.

La débâcle économique annoncée par la droite ne s'est pas produite. L'inflation continue de céder : son taux interannuel atteignait en octobre 5,7 %. Le chômage est descendu à 10 %, la dette extérieure sous la barre des 50 % du PIB.

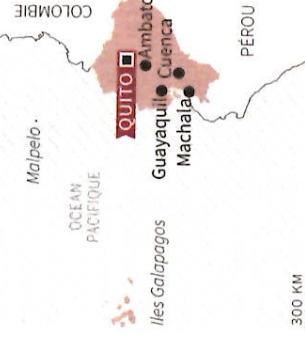
PERSPECTIVES NÉGATIVES

Mais la conjoncture reste maussade, et les contraintes budgétaires limitent la marge de manœuvre du gouvernement. Les recettes fiscales ont encore baissé, du fait, notamment, d'une décision de la Cour constitutionnelle allégeant les royalties payées par les entreprises minières et pétrolières. Le gouvernement a annoncé, le 20 juin, une coupe budgétaire de 14,6 milliards de dollars sur l'année. Le 27 juin 2024, l'agence de notation Moody's dégradait les perspectives de la Colombie de « *stables* » à « *négressives* ».

Malgré les pressions du gouvernement et du secteur privé, la banque centrale a limité la baisse de son taux d'intérêt, qui est passé de 12,75 % en janvier à 9,50 % en octobre. La croissance du PIB, qui s'était fortement ralentie en 2023 (+ 0,6 selon la Banque mondiale, + 1,4 selon le FMI), devrait cette année atteindre 1,6 % selon le FMI, ce qui reste très insuffisant pour venir à bout de la pauvreté. La Colombie reste le pays le plus inégalitaire du continent. ■

MARIE DELCAS

ÉQUATEUR



CHEF DE L'ÉTAT Daniel Noboa
SUPERFICIE 284 000 km²
POPULATION (HAB.) 18,1 millions
PIB (MD \$) 121,4 **CROISSANCE** 0,3 %
CHÔMAGE 4,2 %
MONNAIE dollar américain (0,95 €)
ÉMISSIONS DE CO₂ (T/HAB.) 2,4 (121*)

Équateur n'en finit pas de plonger. La crise sécuritaire sans précédent que traverse depuis cinq ans le petit pays andin devenu plaque tournant du trafic de cocaïne

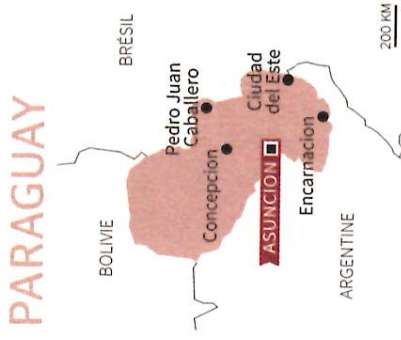


CHEF DE L'ÉTAT Irfaan Ali
PREMIER MINISTRE Mark Phillips
SUPERFICIE 215 000 km²
POPULATION (HAB.) 831 000
PIB (MD \$) 23 **CROISSANCE** 43,8 %
CHÔMAGE n. c.
MONNAIE dollar guyanais (0,004 €)
ÉMISSIONS DE CO₂ (T/HAB.) 4,4 (74*)

Entre Georgetown et son voisin vénézuélien, la tension reste vive à propos de la région de l'Essequibo, territoire riche en or et en pétrole, sous administration guyanienne mais dont Caracas revendique de longue date la souveraineté. En décembre 2023, les deux pays s'étaient mis d'accord sur le minimum, c'est-à-dire « *ne pas utiliser la force* » et « *s'abstenir en paroles, en actes d'intensifier tout conflit* ». Au mois de mars 2024, le Venezuela a adopté une loi rédigée par Nicolas Maduro, son président, affirmant sa souveraineté sur le territoire avant de mobiliser deux mois plus tard des troupes à la frontière.

Mais la crise n'a pas ralenti l'économie guyanienne, dopée par les hydrocarbures. Selon le FMI, le pays aurait connu une spectaculaire croissance de son produit intérieur brut de 43,8 % en 2024. Georgetown se prépare aux prochaines élections générales, prévues pour décembre 2025, pour lesquelles l'actuel président, Irfaan Ali, issu du Parti populaire progressiste (PPP), s'est déclaré candidat. ■

BRUNO MEYERFELD



CHEF DE L'ÉTAT Santiago Peña
SUPERFICIE 407 000 km²
POPULATION (HAB.) 6,9 millions
PIB (MD \$) 44,9 **CROISSANCE** 3,8 %
CHÔMAGE 6,3 %
MONNAIE guarani (0,0001 €)
ÉMISSIONS DE CO₂ (T/HAB.) 1,2 (152*)

Le Paraguay s'est caractérisé par une activité économique dynamique en 2024, avec une prévision de croissance d'environ 4 %, au-dessus de la moyenne de l'Amérique du Sud (1,8 %), selon le Fonds monétaire international (FMI). En 2023 déjà, le pays avait enregistré une croissance de 4,5 %. Ce dynamisme est poussé par le commerce intérieur, les services financiers, les services aux foyers et aux entreprises et le secteur manufacturier.

Cependant, la baisse du prix international du soja a induit une réduction des revenus générés par les exportations, relève le FMI. La légumineuse et ses dérivés arrivent en tête des exportations paraguayennes, en valeur, selon les données du ministère de l'économie datant de janvier 2024. L'électricité et la viande bovine complètent le peloton de tête des exportations. Le Paraguay a assuré la présidence tournante du Mercosur, le Marché commun du Sud (Argentine, Bolivie, Brésil, Paraguay et Uruguay), de décembre 2023 à juillet 2024. Le président Santiago Peña (droite), élu en avril 2023, n'a pas manqué de manifester son agacement à l'égard des négociations en vue d'un accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur qu'il estime trop lentes, avec des restrictions trop « *dures* » pour son pays sur le plan environnemental. ■

FL. G.